

SOLIDARITÉ



VOL. 16 N° 2

CISO, 9405, rue Sherbrooke est • Montréal (QC) H1L 6P3 • Tél. : (514) 356-8888

Octobre 1991

Palestine la paix du possible

Rapport de stage • 1994

3 \$



LA PALESTINE

chiffres et faits

Cisjordanie

D'une superficie de 5500 kilomètres carrés, la Cisjordanie est occupée en 1967. Plus de un million de Palestiniens y vivent. Elle comprend dix-neuf camps de réfugiés. Israël y a construit plus de cent quarante colonies qui regroupent environ 130 000 habitants.

Gaza

La Bande de Gaza est occupée depuis 1967. D'une superficie de 360 km carrés, sa population est estimée à 900 000 personnes, dont 70 % sont des réfugiés vivant dans huit camps.

Jérusalem-Est

Les limites de la ville ont été étendues par le gouvernement israélien qui l'a formellement annexée en juillet 1967. Grâce à la politique israélienne de "judaïsation", le nombre de la population juive à Jérusalem-Est a presque atteint celui de la population palestinienne (155 000 personnes). L'avenir de la ville devrait être discuté pendant la négociation sur le règlement final.

Les réfugiés

2 797 179 réfugiés palestiniens ont été recensés au 1^{er} juin 1993, dont un tiers vivent dans 59 camps répartis comme suit :

Pays	Nombre	% vivant dans des camps
Liban	328 176	52,1
Syrie	314 039	28,5
Jordanie	1 072 561	22,4
Cisjordanie	479 023	26,3
Gaza	603 380	54,8



UNE PAIX JUSTE ET DURABLE POUR LES PALESTINIENS?

CE N'EST ENCORE QU'UN RÊVE !

Malgré les accords d'Oslo, Israël occupe toujours la Cisjordanie et même Gaza.

Venant de Jordanie, nous sommes entrées dans ce pays par la porte de service, celle qui, d'emblée, donne accès aux travaux les moins reluisants de la maison d'Israël. Parce que, quoi que suggèrent les accords d'Oslo, les poignées de main à Washington et les signatures du Caire, Israël occupe toujours la Cisjordanie et même Gaza.

Nous sommes donc entrées dans un pays qui présente encore, à cette porte, tous les signes de la guerre : contrôles militaires multiples, barbelés, collines fortifiées, blindés qui pointent leur inquiétant canon vers la route, où nous roulons lentement pour mieux signifier nos intentions pacifiques. Une oasis de paix dans ce désert militarisé : la petite ville de Jéricho récemment libérée que nous parcourons en allant vers Jérusalem, tout près, à une demi-heure de la frontière. Nous avons pourtant traversé, d'est en ouest, cette partie du pays que réclament les Palestiniens : La Cisjordanie. Les signes d'occupation, évidents à la frontière, se sont multipliés : cabanes au toit de tôle ondulée des camps de réfugiés, colonies israéliennes juchées sur la cime des collines, contrôles routiers jusqu'à la porte de cette ville admirable, centre de tous les enjeux qu'est Jérusalem. Et partout, ces jeunes soldats, mitraillette en bandoulière que, visiblement, notre chauffeur palestinien

craint toujours après vingt-sept ans d'occupation et trois mois de paix.

Mais voilà! ce n'est pas la paix, pas encore; seulement une trêve de cinq ans durant laquelle on espère négocier une paix durable. Cependant, il est loin d'être certain que cette expression ait la même signification pour les deux parties en cause. Si les Palestiniens espèrent qu'à l'issue de ce processus leur sera rendue une petite partie du pays qui leur a été arraché, comme le laissent d'ailleurs entrevoir les accords d'Oslo de septembre 1993, l'attitude du gouvernement israélien, qui a toujours en main le pouvoir, les armes et le pays tout entier, montre que ce rêve, déjà étioilé, ne sera pas simple à réaliser.

Des signes de mauvaise volonté : les confiscations des terres, les destructions de maisons et de cultures au profit des colonies toujours en développement, l'armée d'occupation toujours omniprésente, les 7 000 Palestiniens toujours emprisonnés pour des délits d'ordre poli-

tique, Jérusalem-Est qu'on vide peu à peu de sa population palestinienne au profit des Israéliens, la fermeture, en mars 1993, de cette ville et d'Israël aux habitants de Cisjordanie et Gaza, le harcèlement de la part des colons et des militaires, les mille tracasseries que subissent quotidiennement les Palestiniens de la part de l'administration militaire, sont ces signes inquiétants que nous avons perçus tout au long de notre périple en Cisjordanie et même à Gaza, où vivent encore quelque 3 500 colons protégés par l'armée. Mais ces signes ne sont jamais aussi spectaculaires qu'à Hébron.

Le massacre de la mosquée aurait pu être l'occasion pour le gouvernement d'Israël d'entreprendre l'évacuation des colonies, notamment celles qui, comme la colonie située au centre de cette ville, poursuit les hostilités. Or, non seulement Israël n'a pas saisi l'occasion, mais elle a renforcé le dispositif de répression. La vieille cité, au coeur de la ville, est fermée aux Palestiniens non résidents. Les



militaires sont partout et les colons, qui ont accès à toutes les parties de la ville, se promènent mitrailleuse en bandoulière. En somme, les victimes paient chèrement l'action d'un fou furieux.



Partout les contrôles militaires et l'intimidation.

Les experts n'ont pas fini de spéculer sur les raisons qui ont enfin amené Israël et les Palestiniens à amorcer un processus de paix. Mais déjà sont présentées quelques hypothèses sérieuses qui, toutes sans exception, confirment que le rapport de force est en faveur d'Israël. Ce pays avait de graves problèmes financiers; les Américains ont réglé, avant l'entente de septembre 1993, une bonne partie de ces problèmes par un prêt de dix milliards de

dollars sous des conditions qui sont impunément violées. Israël voulait offrir ses produits au marché arabe; elle a réussi à signer des ententes politiques et commerciales séparées, d'abord avec l'Égypte, en août avec la Jordanie et bientôt avec la Syrie. Israël, pour des raisons économiques et de politique intérieure, voulait la paix dans ses frontières; elle a obtenu une trêve de cinq ans à laquelle sont engagés Yasser Arafat et son parti, le Fatah qui, actuellement, remporte l'adhésion d'une majorité importante parmi les Palestiniens.

Une trêve mais non la paix durable! Celle-ci dépend uniquement des résultats de ce processus de cinq ans de négociations, ouvert par les accords d'Oslo et entamé par l'entente du Caire du 5 mai 1994, qui permettait la création de l'autorité palestinienne dans la Bande de Gaza et à Jéricho.

Le pari des Palestiniens

Tout cela dit de l'attitude d'Israël, il importe d'ajouter les raisons et les objectifs des Palestiniens. Il importe surtout pour nous de témoigner des problèmes que vit actuellement le nouveau gouvernement dont le pouvoir reste encore du domaine virtuel.

Les Palestiniens et, au premier chef, le leader de l'OLP, Yasser Arafat, n'ont pas signé de gaieté de coeur les accords d'Oslo et moins encore l'entente du Caire. Ils y ont été forcés par une conjoncture aussi négative pour eux qu'elle est positive pour Israël. La disparition de l'URSS, leur allié le plus constant depuis 1956. l'énuïsement du neuple palestiniens

les pressions et les promesses d'appui de la communauté internationale pour une négociation avec Israël, tous ces facteurs expliquent amplement que les Palestiniens n'avaient pas le choix de poursuivre la lutte en vue d'une entente plus acceptable.

Les accords et l'entente qui ont été signés leur nosent maintenant un double

Cisjordanie, la Bande de Gaza et Jérusalem-Est envahies par Israël en 1967, lors de la guerre des Six jours. Ils veulent récupérer, du moins partiellement, les montants payés en taxes et cotisations de toutes sortes dont ils n'ont jamais pu bénéficier. Ces montants s'élèvent à des milliards de dollars. Ils veulent que soient au moins indemnisés ceux qui ont perdu leur terre et leur habitation lors de l'exil forcé de 1948. Et ils veulent, bien sûr, que soient libérés tous les prisonniers politiques. Aujourd'hui, l'écart entre ces revendications, conformes aux résolutions de l'ONU et aux lois internationales. et l'at-

organiser, d'ici peu, les élections d'un conseil palestinien qui légifèrera dans tous ces domaines ? Déjà, le système policier exigé par les Israéliens est



La paix, un rêve qui n'est pas simple à réaliser.

en place, mais les agents sont pratiquement sans salaire et à peine peut-on les loger.

Cela dit, si les moyens se font rares et les pressions externes exigeantes, les problèmes internes ne sont pas moins grands. L'occupation de vingt-sept ans et surtout les contrecoups de l'Intifada ont atrophié l'infrastructure sociale. Mais tout serait à créer de toute pièce si la nécessité, d'une part, l'ingéniosité et le niveau d'éducation des Palestiniens, d'autre part, n'avaient fait en sorte que le terrain soit quelque peu préparé à ces défis. Tous reconnaissent que le peuple

palestinien est le plus éduqué des peuples du monde arabe. Sa longue lutte et sa solidarité ont contribué à ce fait. Cette éducation et cette solidarité ont aussi contribué à mettre en place l'embryon d'une infrastructure sociale impressionnant; ces hôpitaux, ces instituts de réhabilitation, ces centres éducatifs, ces orphelinats pour les enfants de la guerre, ces centres de femmes, ces organismes voués à la défense des droits humains, ces coopératives, ces syndicats que nous avons visités en témoignent largement. C'est à travers ces organismes locaux et nationaux que les Palestiniens ont fait,

au jour le jour, l'apprentissage de la démocratie avec tous ses écueils.

Cette infrastructure et cet apprentissage de la démocratie constituent aujourd'hui le socle sur lequel doit se construire ce pays en reconquête. Cela, bien sûr, n'ira pas sans heurts. Le pouvoir palestinien actuel vient, pour l'essentiel, de l'extérieur, recruté en partie chez ceux de l'OLP qui n'ont appris, par la force des choses, que la guerre; les factions de l'intérieur comme de l'extérieur sont nombreuses; ceux de l'intérieur qui ont créé cette infrastructure sont jaloux de l'autonomie de leur organisme respectif, garante, disent-ils non sans raisons, de la vraie démocratie qui se manifeste par la prise en charge par chacune des collectivités de son propre destin. En somme, si les problèmes sont nombreux et de taille, l'espoir, exprimé par chacun et chacune avec plus ou moins de réserves, vit chez les Palestiniens. Cet espoir s'accompagne cependant, chez toutes celles et tous ceux que nous avons rencontrés, d'un appel à l'aide, soit d'ordre politique ou financier.

Les accords de "paix" entre Israël et l'OLP

Signé le 13 septembre 1993 en grande cérémonie à la Maison Blanche par le gouvernement israélien et l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP), l'accord intitulé "Gaza et Jéricho d'abord" marque un tournant historique dans le conflit israélo-palestinien.

Conclu après de longs mois de négociations secrètes à Oslo en Norvège, cet accord n'est pas un traité de paix. Il est plutôt un énoncé de principes pour régler pacifiquement, après des décennies de confrontation, le conflit entre les deux belligérants par les moyens pacifiques.

En voici les grandes lignes:

- 1-L'établissement d'une autorité palestinienne d'autogouvernement pour le peuple palestinien à Jéricho et dans la Bande de Gaza, pour une période transitoire ne dépassant pas cinq ans et commençant avec le retrait de l'armée israélienne de ces territoires.
- 2-La juridiction de l'autorité palestinienne couvrira tout le territoire de Cisjordanie et de Gaza dans les domai-

nes suivants: éducation et culture, santé, affaires sociales, taxation directe et tourisme.

- 3-Les négociations sur le statut permanent des territoires autonomes commenceront trois ans après l'entrée en vigueur de ces accords. Elles couvriront les questions laissées en suspens, notamment l'avenir de Jérusalem-Est, des colonies israéliennes et des réfugiés palestiniens de 1948.

- 4-Des élections législatives libres et générales seront organisées pour élire un Conseil palestinien chargé de représenter les Palestiniens des territoires autonomes, neuf mois suivant l'entrée en vigueur de la Déclaration de principe.

- 5-Une force de police palestinienne assurera l'ordre public et la sécurité intérieure dans les territoires autonomes palestiniens, tandis qu'Israël conservera la responsabilité de la Défense, de même que la sécurité des Israéliens dans les territoires autonomes.

- 6-Un comité israélo-palestinien assurera la coopération économique entre Israël et les territoires autonomes dans les domaines suivant: l'eau, l'électricité, l'énergie, la finance, les transports et les communications, le commerce, l'industrie, la main-d'oeuvre, le développement régional et l'environnement.

(suite page 18)

Santé

DES BESOINS CONSIDÉRABLES, DES MOYENS REDUITS

Le 6 juin 1967, l'armée israélienne envahit la Cisjordanie et la Bande de Gaza. Le 17 mai 1994, le système de santé devait passer directement sous juridiction palestinienne pour les Territoires autonomes de Gaza et de Jéricho. Le reste de la Cisjordanie allait suivre. Entre ces deux dates s'écouleront 27 années d'occupation militaire où le respect des droits humains, la paix et le développement, trois éléments intimement liés à la santé, sont absents. Qu'on pense seulement qu'en 1993, 249 enfants de 2 à 16 ans ont été tués par l'armée israélienne; et que dire des personnes blessées ?

Lors de notre stage en Palestine, à l'été 1994, nous avons constaté l'état de santé précaire du peuple palestinien. Comparons le taux de mortalité infantile en Palestine, soit 40 enfants sur 1000¹, avec celui d'Israël, 10 sur 1000². Nous comprenons tout de suite qu'il y a deux systèmes de santé: un pour les Israéliens et un pour les Palestiniens. Devant ces faits et pour pallier à un service de santé publique déficient, la population palestinienne a dû, elle-même, se doter de services de santé, par le biais d'organismes non gouvernementaux (O.N.G.).

L'UNRWA (Office des secours et des travaux des Nations Unies pour les réfugiés arabes de Palestine) et les professionnels palestiniens de la santé ont dû, eux aussi, développer des services de santé. La gestion de la santé se répartit ainsi en 4 secteurs: les O.N.G., l'UNRWA, le secteur privé et le secteur public.

Le secteur des O.N.G. est géré par environ 400 organismes, dont la Société du Croissant rouge palestinien. Dans la région d'Hébron qui compte 300 000 habitants, le Croissant rouge gère 35 centres de services médicaux, d'éducation et d'oeuvres sociales. La population palestinienne se tourne vers ces centres parce que les services publics sont pra-

de mortalité de cet hôpital est de 2,8 pour cent. Les maladies les plus fréquemment traitées sont la gastro-entérite et la broncho-pneumonie.

Nous avons constaté le rôle primordial des O.N.G. dans les services de santé. Elles sont un modèle de créativité. Elles ont bâti l'infrastructure de la santé dans les territoires occupés par Israël en installant des cliniques, des hôpitaux. Leurs priorités sont les services à la communauté, la prévention, les soins primaires, maternels et infantiles d'urgence et, depuis l'Intifada, la physiothérapie.

L'UNRWA s'occupe des soins de santé dans les camps de réfugiés. Chaque médecin voit en moyenne 100 patients par



Beaucoup de patients des centres de réhabilitation sont des victimes de l'Intifada.

let 92. Il a été formé par des gens ayant exprimé le besoin de coordonner les soins de santé. Ses 40 membres, dont 6 femmes, proviennent des 4 secteurs de la santé, avec très peu de personnes du secteur public. Ils conseillent le ministère de la Santé. Le Conseil relève du président de l'O.L.P. et son mandat consiste à coordonner et à implanter le plan national de la santé³.

Ce plan, préparé depuis 5 ans, sert de base pour l'élaboration future de plans et de programmes plus détaillés. Il a pour objectif de transformer un système de soins de santé sélectif, dispendieux, axé sur les soins curatifs, en un système de soins de santé préventif, efficace et rationnel. Son coût est évalué à 8 millions pour 2 ans avec une priorité aux soins primaires, en particulier à la mère et à l'enfant, car 50% de la population est âgé de moins de 15 ans et 75% a moins de 26 ans.

Bref, si l'état de santé des Palestiniens est actuellement peu enviable, il faut reconnaître que depuis mai 1994, l'autorité nationale palestinienne tente d'améliorer le système. Afin de réussir à relever le défi, l'autorité devra cependant tenir compte du rôle primordial joué par les O.N.G. en santé, en réhabilitation et en éducation. Elle devra ainsi décider du financement des O.N.G. et de leur intégration dans le secteur public, tout en respectant leur tradition d'autonomie. L'autorité nationale a déjà prévu de

Education

Un peuple prêt à relever le défi de l'avenir

Il existe en Palestine trois catégories d'établissements d'enseignement : ceux du secteur public, gérés jusqu'au 1^{er} septembre 1994 par l'occupant israélien, où l'on retrouve 75% des enseignantes, des enseignants et des jeunes; ceux du secteur privé contrôlés par des communautés religieuses ou par des organismes palestiniens indépendants et, enfin, les écoles de l'UNRWA (ONU) situées dans les camps de réfugiés.

Depuis le 1^{er} septembre 1994, le curriculum scolaire est palestinien puisque, conformément aux accords d'Oslo, le champ de l'éducation a été remis à l'autorité autonome. Avant cela, c'est le système jordanien qui était en vigueur dans les écoles en Cisjordanie et égyptien à Gaza. On prévoit à plus ou moins long terme l'unification des secteurs.

Les filles et les garçons vont en classe séparément. Dans les écoles de l'UNRWA, le personnel enseigne à des groupes différents le matin et l'après-midi. Le peuple palestinien a un haut niveau d'instruction et les filles réussissent un peu mieux leurs études que les garçons.

Certaines écoles réservées aux filles favorisent l'éducation des jeunes femmes dans les secteurs qui leur sont traditionnellement réservés : décoration, secrétariat, broderie, etc. C'est le cas du Centre Inaash Al Usra et de certains ateliers visités dans les camps de réfugiés, notamment en Jordanie. Dans certains milieux, cette approche fait cependant l'objet de critiques.

À l'inverse de ce courant féminin traditionnel, l'Université de Birzeit vient d'ouvrir un nouveau département d'études féministes. Les premiers cours ont débuté à l'automne 1994 et, entre autres défis, les enseignantes auront à construire des concepts appropriés qui n'existent pas nécessairement dans la langue arabe.

Au primaire et au secondaire, les enseignantes et enseignants occupent souvent un deuxième emploi car ils sont mal payés. En moyenne, ils gagnent trois fois moins que leurs collègues israéliens. Au secteur privé, les conditions de travail et de salaire sont toutefois meilleures.

Le personnel de l'éducation est insatisfait du matériel scolaire. C'est pourquoi ils se sont donné collectivement de

nouveaux outils, notamment en créant des centres de ressourcement comme l'Almawrid Center et le Tamer Institute de Ramallah. Là, ils mettent en commun leurs connaissances et expérimentent des approches pédagogiques novatrices. Ils considèrent également que les écoles manquent de ressources humaines.

La profession enseignante semble socialement dévalorisée chez les hommes. Ceux-ci étant les pourvoyeurs traditionnels de la famille et les salaires étant bas, ils sont perçus comme étant au bas de l'échelle. Contribue aussi à cette dévalorisation le fait qu'on peut enseigner avec une scolarité minimale (12 ans). Chez les enseignantes, cependant, la situation est différente. Elles se sentent respectées et perçues comme faisant oeuvre utile auprès des générations futures. On peut penser, à cet égard, que le rôle d'éducatrice auprès des jeunes correspond probablement plus au champ d'intervention traditionnel des femmes.

Par ailleurs, le syndicalisme enseignant a connu beaucoup de difficultés sous l'occupation. Les enseignantes et les enseignants n'avaient pas le droit de se syndiquer et encore moins de faire la grève. Pour contourner l'interdit, ils ont formé partout des comités, rejoignant ainsi 75% du personnel. En 1980, ils ont fait une grève de 21 jours pour protester contre les

mauvaises conditions d'enseignement. Des gens ont été congédiés à cause de la grève ou parce qu'ils travaillaient dans les comités.

En 1985, ils ont fondé une fédération aux tendances idéologiques diverses. Le Fatah y était cependant majoritaire. Déchirés par des luttes internes, ils se sont unis et mobilisés autour de l'Intifada. À cette époque, les écoles ont été fermées durant dix-huit mois. Les enseignantes et enseignants ont alors organisé un enseignement parallèle dans les maisons en y regroupant les jeunes et ont aussi créé beaucoup de matériel pédagogique.

Actuellement, le personnel de l'éducation est inquiet du financement des écoles, les fonds attribués par certains pays arabes s'étant taris depuis la guerre du Golfe et la prise de position de l'OLP en faveur de l'Irak. Avec la prise en charge de l'éducation par l'autorité palestinienne, les enseignantes et enseignants expriment des craintes quant à la façon dont s'effectuera le processus d'intégration des divers secteurs d'enseignement. Ainsi, se demandent-ils, l'ancienneté sera-t-elle respectée dans l'attribution des postes ? Et comment sera reconnue l'expérience ?

Les enseignantes et les enseignants palestiniens souhaitent être traités



Un atelier de secrétariat dans un camp de réfugiés en Jordanie.

équitablement, le système précédent reposant beaucoup sur l'arbitraire. Ils ont cependant de l'espoir, Arafat leur ayant promis un traitement juste. En ce sens, ils ont pu observer que tout récemment, à Jéricho, des enseignants congédiés sous l'occupation avaient commencé à réintégrer le système.

Situation des femmes

Après la lutte nationale, la lutte pour leurs droits

Le rôle crucial des femmes aux différentes actions de résistance à l'occupation israélienne est largement reconnu. Elles admettent volontiers que leurs revendications ont été subordonnées à la lutte de libération nationale et ne veulent pas, dans la phase de reconstruction actuelle, être marginalisées. Elles doivent donc se concerter davantage pour que la nouvelle autorité palestinienne tienne compte de leurs besoins spécifiques.

Un constat se dégage de nos rencontres avec les différentes associations féminines et organisations oeuvrant dans les domaines de la santé, des droits humains et autres : sur le plan politique, malgré leur participation importante à la lutte de libération, on constate leur faible représentation dans les postes décisionnels; une seule femme nommée ministre dans le nouveau gouvernement. Au Conseil palestinien de la santé, seulement six femmes sur quarante personnes occupent des postes.

Un des facteurs importants qui influence la participation des femmes à la vie politique est la tendance au conservatisme qui est le résultat d'un courant de la tendance islamiste dans la société palestinienne. Durant l'Intifada, l'organisation islamique Hamas imposa le port du voile (le hijâb) aux femmes de Gaza et de Cisjordanie.

À Gaza, ce mouvement parvint à

où 75% des emplois sont détenus par des hommes.

Plusieurs militantes nous ont aussi mentionné le recul dans la participation des filles aux études collégiales et universitaires. Ce recul est intimement relié aux nombreuses fermetures des institutions d'enseignement, aux couvre-feux ainsi qu'aux barrages routiers des autori-

août dernier à Jérusalem, une large coalition d'organisations féminines ont rendu public un projet de charte des droits des femmes dont les principes devraient être inclus dans la constitution palestinienne. Ce projet contient les grands principes relatifs aux droits civils, économiques, sociaux et culturels de la personne et vise la reconnaissance et le respect des droits des femmes.

Mais, même si le projet de charte proclame l'égalité entre les hommes et les femmes, cette égalité a quelques exceptions. Le mariage et la polygamie n'ont pas été abordés pour ne pas contrevenir à la loi islamique. De fait, certaines règles du courant intégriste en matière d'héritage, de mariage et de divorce visent à faire appliquer d'une façon rigoureuse la loi islamique et tendent à inférioriser les femmes. Bien que plusieurs femmes considèrent ces règles

injustes, elles préfèrent à l'heure actuelle ne pas entrer en conflit direct avec les



Des jeunes enseignantes du Centre Inaash Al Usra.

tés israéliennes. Durant l'Intifada, l'Université de Beirzeit a été fermée pen-

Les droits humains

LA DÉFENSE DES DROITS HUMAINS AU COEUR DU COMBAT POUR LA DIGNITÉ

La question de la violation des droits humains est au coeur du combat des organismes palestiniens de défense des droits tels le Centre palestinien de défense des droits humains de Jérusalem et le Al HAQ de Ramallah.

À l'encontre des conventions internationales et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, Israël s'est rendue coupable d'un nombre considérable de ces violations. Selon les données de ces organismes, les transgressions seraient les suivantes : assassinats et exécutions sommaires (1 200 personnes tuées durant l'Intifada); usage excessif de la force (armes à feu, gaz et coups); détention illégale (15 000 détentions sans accusation); destruction de propriétés (2 200 maisons démolies); déportation (481); tortures systématiques notamment par l'électricité; confiscation de terres et établissement de colonies (50% des terres de Cisjordanie et 35% des terres de Gaza sont maintenant entre les mains des Israéliens et on compte plus de 253 500 colons). À cette liste, il faut ajouter l'entrave à la libre circulation des personnes qui se traduit, entre autres, par d'incessants contrôles.

En outre, malgré les accords d'Oslo, il existe toujours quelque 7 000 prisonnières et prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes, dont une centaine d'enfants et une trentaine de femmes.

Israël justifie son attitude en créant des décrets militaires (plus de 1 400) qui viennent légaliser ces pratiques et en s'appuyant sur des lois anciennes telles certaines lois britanniques d'avant 1948. Ce pays refuse, par ailleurs, d'appliquer dans les territoires occupés, la Convention de Genève qui régit la conduite des forces occupant un pays. Israël considère en effet que ces territoires palestiniens ne sont pas occupés, mais simplement administrés...

Interrogé, par ailleurs, sur les cas de violation de droits humains par la nouvelle autorité palestinienne, le Al HAQ a expliqué que la situation actuelle est très confuse puisque les territoires autonomes n'ont pas encore de lois propres. Ainsi, la loi en Cisjordanie n'est pas la même qu'à Gaza. Jéricho, pour sa part, n'a pas de cour, la population étant toujours sous la juridiction de Ramallah qui est elle-même sous l'autorité d'Israël. De plus, la police palestinienne, constituée

en grande partie d'ex-fédéraux du Yémen ou du Liban, applique les méthodes de l'armée. La Commission a d'ailleurs entrepris un travail d'éducation des policiers.

B'Tselem : un groupe israélien de défense des droits des Palestiniens

Établi durant l'Intifada, B'Tselem est une association de défense des droits humains et d'information sur la violation de ces droits dans les territoires occupés. Le groupe fonde son action sur le droit humanitaire, s'inspirant de la Convention de la Haye (1907) et de celle de Genève (1949).

Le travail de B'Tselem se fait exclusivement en Israël et ne concerne que les territoires occupés. Le groupe voit à informer plus particulièrement le milieu scolaire, l'armée et les parlementaires et à sensibiliser plus largement l'opinion publique israélienne. Par l'intermédiaire de quelques membres de la Knesset (parlement israélien), il publicise ses dossiers

et fait pression sur le ministre de la Défense responsable des territoires occupés pour changer des politiques.

En 1993, le groupe a mené une importante campagne publique pour dénoncer l'assassinat des enfants palestiniens, après avoir constaté que quelque 250 jeunes de 2 à 16 ans avaient été tués dans les territoires occupés.

Présentement, B'Tselem suit de près le dossier des collaborateurs palestiniens recrutés par les services secrets israéliens. L'organisme s'oppose aux moyens de recrutement de ces personnes, jugés illégitimes : pressions sur les personnes, exploitation de leurs faiblesses, promesses de faciliter leurs déplacements, attribution de travail, etc.

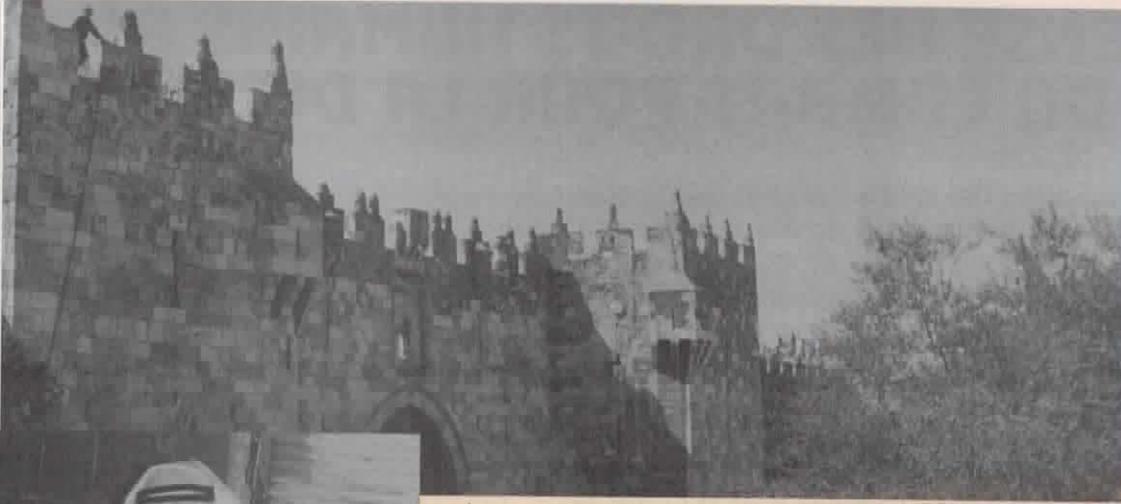
Le groupe est aussi très préoccupé par le sort fait aux collaborateurs pris par les Palestiniens, d'autant plus que le terme collaboration semble interprété largement : allant de l'aide directe aux Israéliens



En représailles, les Israéliens détruisent les maisons des résistants.

liens à la vente de terres à ceux-ci, en passant par les conduites dites immorales (par exemple la consommation d'alcool). Les collaborateurs sont parfois torturés ou tués après un procès sommaire. B'Tselem a ainsi dénombré 800 cas de personnes exécutées. Des organisations officielles comme le Fatah et le mouvement Hamas seraient ici en cause.

Un peuple courageux



▲ Du haut des remparts entourant la vieille ville de Jérusalem, les soldats israéliens surveillent, épient et oppriment.



▲ À Gaza, ce n'est que depuis mai 1994 que le soleil.



◀ Dans le souk de Jérusalem, un Palestinien fume paisiblement le narguilé.

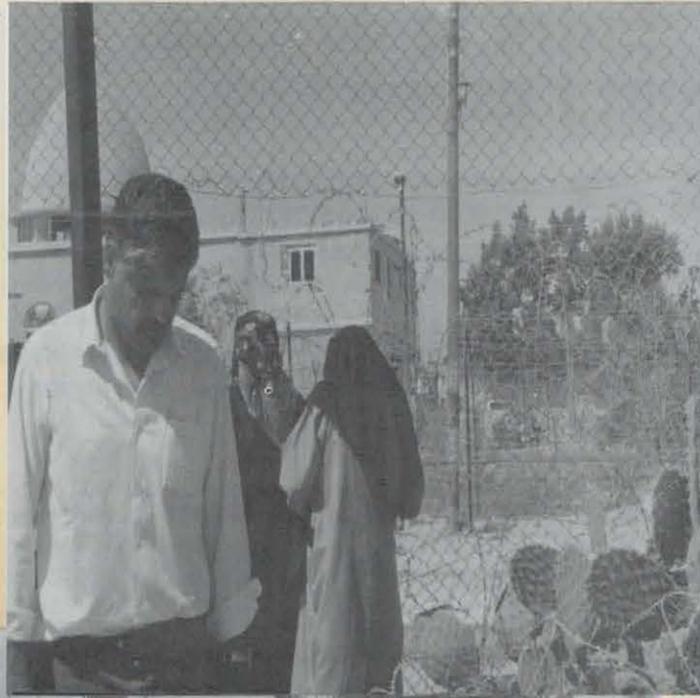


◀ 160 colonies juives regroupant quelque 253 500 colons se trouvent disséminées en Cisjordanie et à Gaza, en violation flagrante des lois et conventions internationales.

▲ En Palestine, population a 15 ans.

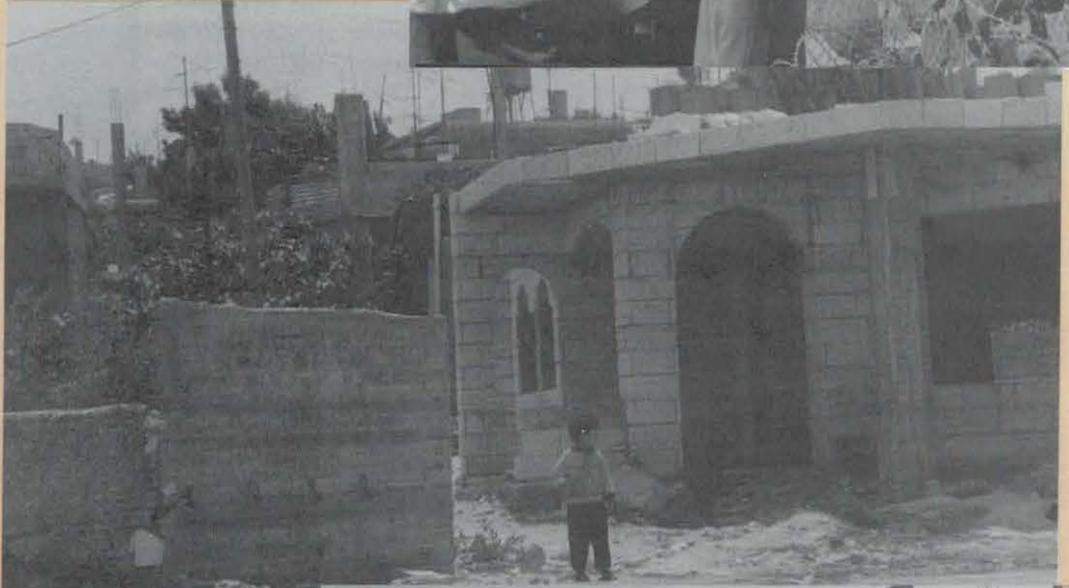
en quête de son destin

Scène déchirante à la frontière séparant la Bande de Gaza et l'Égypte, où un camp de réfugiés est littéralement coupé en deux depuis 1967. C'est à travers les barbelés que les familles peuvent communiquer.



Les Palestiniens peuvent pêcher avant le lever et après le coucher du

Dans les camps de réfugiés, le provisoire et l'inachevé durent depuis plus de quarante ans.



50% de la moins de À perte de vue, le magnifique Désert de Judée.



Les camps de réfugiés : un dédale de ruelles et de masures au toit de tôle où s'entasse un peuple en quête de son destin.





Entre le désarroi et l'espoir

A première vue, Gaza ressemble à une terre de désolation. Nombreux barrages, clôtures de barbelés, bus éventrés et calcinés, rues mal pavées, amoncellement d'ordures qui pourrissent sous un soleil ardent. Les vingt-sept années d'occupation ont visiblement fait leur œuvre et la ville, couverte de graffitis, affiche les signes de la souffrance.

C'est ici, à Gaza, que les enfants ont, les premiers, exprimé leur révolte contre l'occupant en lançant des pierres, créant ainsi, à partir de 1987, le mouvement de l'Intifada. Aujourd'hui, ils portent sur leur chandail délavé la photo d'un ami, d'un frère ou d'un père mort dans la résistance ou toujours en prison.

Mais la nuit, la ville meurtrie se ravive, prise d'assaut par des milliers de Gazans qui envahissent les rues. Privés de liberté sous l'occupation, contrôlés et soumis au couvre-feu dès 20 heures, femmes, hommes et enfants n'en finissent plus aujourd'hui d'arpenter le pays reconquis. Durant la guerre du Golfe, le couvre-feu total a duré quarante-cinq jours, seules les femmes étant autorisées à sortir deux heures dans la matinée pour approvisionner les familles.

Le bord de mer aussi représente un attrait nouveau.

nées de guerre, les gens y veillent maintenant tard dans la nuit, grignotant du maïs grillé et savourant des glaces dans les quelques cafés ouverts récemment.

Les Gazans oscillent ainsi entre le plaisir de réapprendre à vivre libres et l'inquiétude d'un avenir incertain. Dans la Bande de Gaza, plus de 60 % de la population est en chômage, une situation déjà difficile qui s'est détériorée depuis les accords de paix, les Israéliens ayant réduit les permis de travail en Israël. Un fort pourcentage des Palestiniennes et Palestiniens du nouveau territoire autonome vit dans les camps de réfugiés, des camps où la densité de la population est de 50 000 au kilomètre carré et où les conditions de vie sont moyenâgeuses.

En santé, on compte le même nombre d'hôpitaux publics, soit cinq, et le même nombre de lits, soit 900, qu'en 1967 au moment de

un état lamentable. « Le premier défi, explique le docteur Riad Zanoun, responsable de la santé dans la nouvelle autorité palestinienne, consiste à éviter la faillite du système. » Mais, optimiste, il ajoute : « Depuis trois mois que nous sommes autonomes, la machine a tenu le coup ».

Pour sa part, Jamal Safi, directeur de Environmental Protection and Research Institute de Gaza,

ne fait pas dans la dentelle quand il parle de son coin de pays : « C'est la dégradation totale » constate-t-il. Problèmes de surpopulation et de pauvreté, carence d'eau potable, système de ramassage des ordures inadéquat, usage incontrôlé de pesticides, dont dix-neuf types sont interdits ailleurs au monde... À Gaza, semblent se concentrer tous les maux de la terre.

Mais toujours il y a l'espoir. Quelques ententes avec de nouveaux partenaires, notamment avec les Japonais, permettent déjà d'amorcer des projets comme l'assainissement des rives de la Méditerranée. Une campagne

traditionnel keffieh, affiche un air préoccupé et fait preuve d'une retenue qui contraste avec sa légendaire jovialité.

Si à Tunis, où il résidait ces dernières années, la réalité de Gaza demeurait nécessairement voilée, Arafat est aujourd'hui confronté quotidiennement aux innombrables problèmes du nouveau territoire autonome, notamment à travers tous ces ci-



Un pays ramené au Moyen Âge par vingt-sept années d'occupation.

toyens qui s'adressent à lui en dernier recours. Sur place, il faut de plus répondre aux événements, se rajuster constamment face aux situations de crise et négocier avec une opposition active et influente.

Car si, au plan politique, la majorité considère que les accords israélo-palestiniens constituent un grand pas vers la paix, tous estiment que les entraves demeurent nombreuses et que le processus

de Gaza



ASSAINIR L'ENVIRONNEMENT

La Bande de Gaza longe la Méditerranée à l'ouest, à quelques kilomètres de Tel Aviv, et s'appuie sur la frontière nord-est de l'Égypte pour couvrir une superficie de 360 km². Les deux tiers de cette zone sont agricoles. Les deux tiers de sa population de 900 000 habitants sont des réfugiés de 1948. Quatre municipalités, quatre conseils de village et huit camps se répartissent ce territoire.

La situation économique y est grave. Cinquante à soixante pour cent des hommes sont en chômage (70 à 75 % de la population active, si l'on compte les femmes). Dans les camps, les gens sont entassés; on compte 50 000 à 60 000 habitants au kilomètre carré, comparativement à deux au Québec. Les services sanitaires sont largement insuffisants. La moitié des égouts coule à ciel ouvert dans des ruelles. Chaque année, quelque 20 000 000 mètres cubes de déchets de toute sorte vont directement dans la Méditerranée sans aucun traitement. L'eau, l'air et le

sol en sont pollués. Les maisons n'ont pas de toit, si ce n'est des plaques de tôle retenues par des pierres; aussi, quand le soleil plombe sur

ces tôles, les maisons sont surchauffées; en hiver, c'est



Le bord de mer, un attrait nouveau pour un peuple qui a soif de liberté.

glacial. Les planchers sont de terre battue; pendant l'occupation israélienne, plusieurs y enterraient leurs morts parce qu'ils ne pouvaient se

rendre au cimetière sans risquer de se faire tuer.

Les déchets jonchent les rues. La population produit 1 900 mètres cubes de déchets solides par jour. Les ressources financières ne permettent pas le transport et l'enfouissement de ces déchets.

L'utilisation massive des pesticides et des engrais (250 tonnes métriques d'engrais par année), ajoute au problème de dégradation de l'environnement en affectant la santé de la population. Le chlorure de brome qui s'en dégage affecte la couche

Le chlorure et les nitrates de l'eau salée de la Méditerranée atteignent les puits trop près et trop peu profonds et les contaminent. L'eau de nombreux puits est donc impropre à la consommation et à l'agriculture.

Or, depuis 1967, les Israéliens interdisent de creuser de nouveaux puits ou de creuser davantage les puits existants mais les colons israéliens, dont les puits sont plus profonds et plus nombreux, utilisent l'eau potable sans compter. Il ne reste que 2 000 puits d'eau potable pour tous les besoins de la

population palestinienne; on évalue le manque de quarante à cinquante mètres cubes d'eau par année dans la Bande de Gaza. Vivant dans un tel environnement depuis trois générations, la population n'est aucunement sensibilisée à la protection de l'environnement. C'est donc dire que tout est à faire en matière environnementale: éducation, recherche et interventions de tout ordre. Or, il va de soi que l'autorité palestinienne n'a pas, aujourd'hui, les moyens de subvenir à ces besoins urgents.

d'ozone et provoque plus de quatre cents cas de cancer par année dont la majorité sont mortels.

Jérusalem

JÉRUSALEM AU CENTRE DES ENJEUX

« Malgré tous ses défauts, le parti travailliste a fait plus et reste capable de faire davantage dans l'avenir pour Jérusalem. Nous avons pratiqué la politique du fait accompli. C'est nous qui avons construit les banlieues dans Jérusalem-Est.

*Les Américains n'ont rien dit parce que nous l'avons fait habilement. »
(Itzhak Rabin, 18 octobre 1990)*

Les malheurs millénaires de Jérusalem ne sont sans doute pas étrangers à sa beauté : ces pierres couleur de miel, ces cyprès dressés et ces tendres oliviers qui colorent ses collines de sable, cette douceur du vent sous un ciel uniforme et, au centre, l'enceinte quatre fois millénaire où fourmille une population qui semble, elle aussi, avoir été oubliée là par le temps, les trente-six invasions, les douze destructions et la naissance de trois religions. Si mécréants que nous soyons, Jérusalem vient déterrer en nous le sentiment de l'Éternel; qu'il s'appelle Yaveh, Dieu ou Allah, il est le même pour nous, Juifs, Musulmans et Chrétiens, tous filles ou fils d'Abraham. Les vieilles pierres de Jérusalem nous rappellent cette fraternité historique.

Et pourtant, couve encore dans cette ville et pour cette ville le feu de la guerre. La trente-sixième invasion de Jérusalem n'a que vingt-sept ans. En 1967, Israël, à l'issue de la guerre de Six jours, prend possession de l'est de la ville, s'appropriant du coup la vieille cité emmurée. Depuis cette date, les gouvernements qui se sont succédé en Israël ont maintenu dure et pure une position : Jérusalem resterait intégralement israélienne, quoi qu'il advienne. Pour mieux ancrer cette idée, la ville devenait, en 1980, capitale du pays, cela malgré les protestations de la communauté internationale.

Jérusalem-Est fait en effet partie intégrante de ce que l'ONU appelle les territoires occupés, au même titre que la Cisjordanie et la Bande de Gaza. C'est donc dire que s'appliquent là aussi les

Jérusalem, une ville unifiée?

Malgré tous les efforts faits par le gouvernement israélien pour unifier Jérusalem, le plus distrait des témoins peut constater la division de cette ville. Elle n'est imposée par aucune barrière visible, mais elle est lourdement présente. Les deux parties de la ville, séparée psychologiquement par l'ancienne frontière, celle d'avant 1967, sous le mur ouest de la vieille cité, se distinguent aussi bien par l'architecture, le vêtement des passants, l'allure des foules que par les transports en commun. Du côté ouest, israélien depuis 1949, c'est la ville moderne aux récents édifices et monuments de pierres grises qui font tache sur la couleur de miel rosé des vieilles pierres; la foule est plus pressée; se croisent les austères Hassidim et les jeunes au costume bref et hiérré qu'on

des vieilles voitures, les keffieh et les jalabiyeh font souvent office de costumes.

Mais ces distinctions exotiques masquent à peine l'hostilité entre les deux villes. L'Israélien ne passe la frontière que sous la protection de sa voiture, par les grandes voies qui ont été aménagées, lui permettant de rejoindre sa colonie en banlieue ou en Cisjordanie; le Palestinien de Jérusalem ne passe craintivement cette frontière que pour se rendre à son travail en Israël ou pour aller à Gaza. L'Israélien ne voit le militaire que quand celui-ci le protège à l'est ou quand il se détend à l'ouest; le Palestinien est constamment harcelé par ce militaire qui est partout, mitrailleuse en bandoulière, jeune et arrogant comme le sont ceux qui ont la loi et les armes pour eux.

Jérusalem unifiée? Peut-être? Dans les beaux plans des technocrates israéliens!

Jérusalem-Est, un territoire à libérer

C'est l'enjeu du processus de paix actuel le plus controversé. Bien que le gouvernement israélien se soit engagé à négocier le statut de Jérusalem-Est par les accords d'Oslo, il n'est pas un jour sans qu'il proclame le contraire auprès de ses citoyens. La démagogie étant ce qu'elle est, cela serait sans conséquences si toutes ses politiques concernant cette ville ne tendaient effectivement à confirmer ce discours. La stratégie est simple : il s'agit de faire en sorte que la population israélienne à Jérusalem-Est soit supérieure à la population palestinienne.

Pour ce faire, quatre moyens appliqués systématiquement :

- 1) Détruire les faubourgs palestiniens sous tous les prétextes : insalubrité, construction d'un espace vert, d'une autoroute ou, le plus souvent, construction ou agrandissement d'une colonie.

Les colonies

L'instrument d'une stratégie inquiétante

4) Exercer un découpage du territoire en intégrant dans Jérusalem les banlieues israéliennes et en contournant les faubourgs palestiniens.

À ces moyens pratiqués depuis des années s'applique depuis 1993 une nouvelle politique d'évacuation : la fermeture de Jérusalem à tout Palestinien qui ne fait pas la preuve qu'il habitait cette ville avant 1967 et l'interdiction à toute organisation administrative ou politique palestinienne d'exercer ses fonctions dans Jérusalem. Même Arafat ne peut traverser la ville sans un permis spécial du gouvernement israélien. B'etselem, organisme des droits humains israélien, estime à 100 000 le nombre de Palestiniens ayant perdu leur emploi ou ne pouvant exercer leurs fonctions à Jérusalem-Est ou en Israël à cause de cette interdiction.

Somme toute, il est permis de mettre en doute la sincérité d'Israël quand elle prétend vouloir négocier le statut de Jérusalem-Est.

Le projet palestinien concernant Jérusalem-Est

Si les Israéliens semblent tenir fermement à conserver intégralement le territoire de Jérusalem, les Palestiniens sont aussi déterminés à ne pas accepter le fait accompli

du premier ministre Rabin. Tous nos interlocuteurs palestiniens là-bas, ministres, hauts fonctionnaires ou simples citoyens nous l'ont dit et répété : Jérusalem-Est sera la capitale d'une Palestine libérée. Cette volonté est d'ailleurs appuyée par l'ONU.

Le directeur du nouveau ministère de l'Information, Al Matawakel Taha, rencontré à Jérusalem, nous décrivait ainsi la vision de l'autorité palestinienne d'un Jérusalem redivisée : à l'intersection de deux pays souverains et pacifiques, l'est et l'ouest de la ville, capitales de leur contrée respective, établissent des liens de coopération pour régler les problèmes communs; Jérusalem devient ville ouverte, c'est dire qu'aucune frontière visible ne vient marquer la division entre les deux capitales; l'accès universel à la vieille enceinte est assuré et chaque religion concernée peut prendre en charge ses lieux saints.

En fait, les Palestiniens proposent de faire de cette ville ce qu'elle a été aux meilleures époques de sa longue histoire : celles de Salomon, de Cyrus, de Ptolomée l'Égyptien, celles d'Hérode, du calife Omar et de Soleyman le Magnifique qui tous ont contribué à sa beauté dans le respect de son pluralisme quatre fois millénaire.

Déjà, à quelques deux ou trois kilomètres du fameux pont Allenby que nous avons traversé venant de Jordanie, on peut apercevoir de la route, juchés sur la cime des collines de sable et de pierres, ces bizarres îlots de maisons de banlieue en stuc gris et au toit tuilé. En plein désert de Samarie, dans tout l'espace qu'il offre, les maisons sont collées les unes aux autres en un aparté comique. Dans ce paysage grandiose, elles font tache. Au pied de ces collines coiffées, un camp militaire offre sa protection aux cinq cents, mille ou deux mille habitants de la cime. Combien en avons-nous vu de ces îlots étonnants dans le paysage de la Cisjordanie que nous avons parcouru du nord au sud et de l'est à l'ouest?

En 1992, au moment où le nouveau gouvernement travailliste d'Israël promettait de geler le développement des colonies, on en comptait plus de cent soixante dans les territoires occupés, soit onze à Gaza et le reste en Cisjordanie. Cent soixante colonies et 253 500 co-

lons ont été et sont encore utilisés au profit des colons. On confisque et détruit non seulement pour se loger, mais aussi pour construire des voies d'accès sécuritaires vers Israël; on canalise ses égouts vers les terres et les villages palestiniens, mais

La puissance occupante ne pourra procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population civile dans les territoires occupés par elle.

(Article 49 de l'annexe IV de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, 12 août 1949).

lons israéliens installés là, en violation flagrante des lois internationales qui régissent les droits et les devoirs de l'occupant. Ces 253 500 colons ont fait leur place aux dépens de 2 millions de Palestiniens, dans un territoire que l'on traverse du nord au sud en trois heures et de l'est à l'ouest en trois quarts d'heure. Confiscation de terres, destruction de villages, détournement de voies d'irrigation, confiscation des sources d'eau potable, tous ces

ce n'est pas tout. Il faut aussi protéger ces colons dans un pays qui est peut-être toujours en guerre. C'est dire la multiplication des camps militaires - un par colonie, la multiplication des contrôles routiers, auxquelles s'ajoute le droit de se protéger soi-même. La photo apparaissant en cette page dit plus qu'un discours à ce sujet. Nous l'avons prise à Hébron, en plein centre de la ville. Ce gamin qui n'a pas seize ans menace de sa mitraillette les passants sur une rue achalandée. Quelqu'un le heurte



À Hébron, un jeune israélien armé garde sa famille en promenade. Une provocation permanente pour les Palestiniens.

accidentellement et il risque la décharge. Ce genre d'incident se produit régulièrement à Hébron où quelque 20 000 colons sont installés autour de la vieille mosquée et en périphérie de la ville.

Outre les victimes du massacre de la mosquée, en février 1994, on dénombrait, entre 1987 et 1989, vingt-cinq assassinats de Palestiniens par les colons de Cisjordanie et de Gaza. C'est sans compter les blessés, le vandalisme, le harcèlement de toute sorte.

Le processus de paix entamé par l'entente du Caire du 5 mai et par la création de l'autorité palestinienne a-t-il changé la situation? Cette question est importante puisque les colonies font partie des sujets majeurs qui doivent être abordés durant la période intermédiaire de cinq ans prévue par les accords d'Oslo. La réponse est non; non seulement les colons sont toujours là, mais on en installe d'autres. Depuis septembre 1993, date de la signature des accords d'Oslo, 184 kilomètres² de terre ont été confisqués en Cisjordanie aux fins des colonies. Ces terres palestiniennes sont situées dans les régions de Ramallah, Jéricho, Jérusalem et Bethléem. Il s'agit moins d'ériger de nouvelles colonies que d'agrandir celles qui existent ou de construire des routes reliant les colonies entre elles et avec Israël. Pourtant, rappelons-nous

Jérusalem à celles du sud. Projet grandiose dont nous avons aperçu la réalisation, qui comporte la construction de deux énormes tunnels passant sous les villages et les villes palestiniennes, notamment sous Bethléem.

Le 24 janvier 1993, le gouvernement israélien adoptait un plan de *développement* dit Sheves, du nom du fonctionnaire qui l'a conçu. Ce plan prévoit la colonisation systématique des rives du Jourdain, des frontières nord et sud de la Cisjordanie et bien sûr des alentours de Jérusalem-Est. Le document du *Centre d'information sur les droits humains de la Palestine* qui fait état de ce plan s'appelle *Clever concealment* (habile déguisement). En effet, toute l'économie du plan vise à contourner les mises en garde de la communauté internationale et à masquer les objectifs du projet; entre autres, en donnant pour la première fois à l'entreprise privée subventionnée par l'État le soin d'en réaliser une grande partie et en le présentant comme un simple programme de création d'emplois. Comme par hasard, ce plan doit être réalisé en cinq ans, dans la même période que celle prévue pour l'achèvement du processus de paix prévu par les accords d'Oslo et qui visent à redonner aux Palestiniens les territoires occupés. En somme, tout porte à croire que la colonisation est l'instrument stratégique

Quand la terre et l'eau ne nous appartiennent plus...

Dans les territoires occupés, Israël contrôle deux ressources naturelles essentielles au développement économique des Palestiniens : l'eau et la terre.

Notre visite à l'Union des comités de secours agricoles de la région de Jéricho, organisme créé en 1983 pour venir en aide aux agriculteurs palestiniens, nous rappelle certains aspects de la politique israélienne quant à l'interdiction, pour le peuple palestinien, d'exercer un contrôle sur leurs ressources nationales.

Depuis 1967, les Palestiniens doivent avoir une autorisation d'Israël pour le forage de nouveaux puits et pour approfondir et nettoyer les anciens puits. Plusieurs puits sont demeurés inutilisables puisque les Israéliens n'accordent pas ou très peu d'autorisations.

En limitant l'accès à l'eau, Israël empêche ainsi l'exploitation des terres des agriculteurs palestiniens qui ne peuvent les irriguer et diminue par le fait même le risque de concurrence avec leurs propres produits agricoles. Donc, les agriculteurs et leurs familles se retrouvent sans ressources et obligés de s'exiler. Ainsi, Jéricho comptait, avant 1967, 250 000 habitants; aujourd'hui, en 1994, ils ne sont plus que 15 000 habitants.

Les terres abandonnées, non cultivées, sont confisquées par les Israéliens qui en font bénéficier les colons juifs.

D'autre part, la production de certains produits agricoles palestiniens est soumise à une autorisation par Israël. Jusqu'en



Nouvellement autonome, Jéricho affiche les couleurs de l'espoir.

Les camps de réfugiés

De l'espoir pour les réfugiés palestiniens?

Un stage au pays des Palestiniens va chercher ce qu'il y a de plus sensible au fond du cœur humain : les émotions, la consternation, l'admiration, l'indignation, voire la révolte face à l'incroyable injustice faite à ce peuple qui, en plus de s'être fait voler ses terres, ses maisons, son pays, est soumis à l'humiliation, à la répression et est condamné à s'exiler dans des camps de réfugiés intérieurs et à l'étranger pour pouvoir survivre.

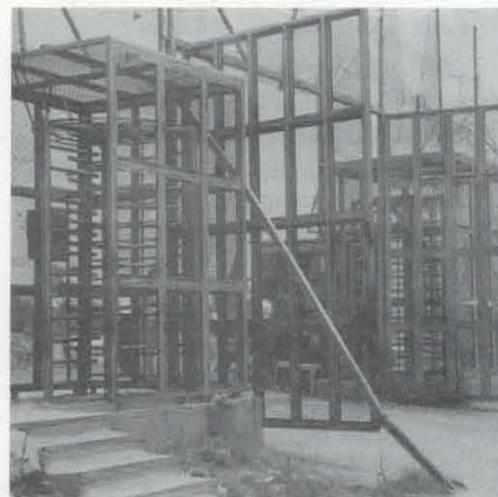
Ce 29 juillet au matin, au programme des stagiaires, une visite au camp de réfugiés Deheisheh qui signifie « Camp de la révolte », situé à Bethléem et qui compte 9 000 personnes, soit 900 familles. Arrivées sur les lieux, nous nous retrouvons devant un mur de barbelés d'une hauteur approximative de six mètres. En face de l'entrée, de l'autre côté de la route, sont postés, en sentinelles, des militaires israéliens, mitrailleuse à la main, surveillant à l'aide de jumelles la seule entrée du camp qui reste ouverte, une imposante porte tourniquet. Les quatorze autres entrées ont été bloquées par Israël durant la guerre du Golfe. À ce moment, ces réfugiés ont dû vivre sous le couvre-feu pendant 45 jours consécutifs, 24 heures sur 24. Ils étaient épiés, harcelés par les militaires israéliens. Seize personnes ont connu la mort, 1 600 furent blessées par les patrouilles militaires et des centaines d'autres furent arrêtées. Le directeur du camp a subi quatre mois d'emprisonnement, son fils a été arrêté trois fois pour avoir lancé des pierres : la première fois, il avait 12 ans, la deuxième fois, 17 ans et la troisième fois, c'était le 5 juillet dernier où il fut soumis aux tortures. Le même sort était fait à une douzaine d'autres jeunes du même âge qui se retrouvent actuellement en prison. Ils sont parmi les 7 000 Palestiniens encore emprisonnés pour délits politiques.

Les accords ne semblent avoir rien changé à la situation des réfugiés. Ceux-ci ont même l'impression d'avoir été trahis. Voyons un peu l'ensemble de la problématique : il y a 2,8 millions de réfugiés palestiniens répartis à travers le monde, dont 60 % habitent dans les 59 camps mis en place par l'ONU, à la suite des guerres de 1948 et de 1967, pour fournir une aide humanitaire (éducation, santé, alimentation et services sociaux)

aux réfugiés. Cela, sans préjudice au rapatriement ou à des compensations éventuelles. Ce mandat de l'ONU prend fin en juin 1996.

Qu'advient-il alors des réfugiés qui représentent le plus grand symbole de la résistance palestinienne, et qui sont ceux qui ont le plus souffert et le plus perdu depuis 1948 ou 1967? Ils n'ont jamais renoncé au retour, c'était même leur raison de vivre, de se battre, de souffrir la prison, la répression quotidienne et même de mourir. Non, ils n'ont jamais perdu l'espoir du retour. Ils ont encore tout vivant dans leur mémoire, le souvenir des maisons, des propriétés ou du bout de terre qu'ils avaient là-bas, où ils vivaient dans la dignité.

Bien sûr, l'autorité palestinienne veut rassurer les réfugiés : dans quatre à six

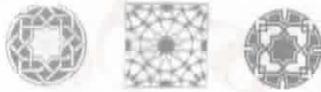


L'entrée du Camp de la révolte à Bethléem. Des murs de barbelés ont été dressés pour empêcher les jeunes de lancer des pierres.

mois, leur dit-on, ces questions : réfugiés, prisonniers politiques, seront à l'ordre du jour dans les négociations. Pourtant, si la poignée de main entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin a été rendue possible, c'est parce qu'il y a eu un jour la révolte des pierres, l'Intifada, nourrissant de nouveaux rêves, de nouveaux espoirs pour un peuple éperdu de paix, de justice, d'indépendance et de liberté.

Les réfugiés dans les camps de l'UNRWA

Tableau UNRWA	Jordanie	Bande de Gaza	Cisjordanie	Liban	Syrie	TOTAL
• Pourcentage de réfugiés (total)	38 %	20 %	17 %	13 %	12 %	100 %
• Camps	10	8	20	13	10	61
• Pourcentage de réfugiés dans les camps	24 %	55 %	27 %	51 %	29 %	35 % (moyenne)
• Réfugiés qui ont besoin d'assistance spéciale	28 898	54 447	29 110	35 054	19 879	167 388
• Centre de santé	21	17	34	26	21	119
• Écoles UNRWA	201	153	100	76	111	641
• Enfants dans les écoles UNRWA	152 350	104 709	42 310	33 172	60 216	392 757
• Nombres de places pour les étudiants VTC (écoles professionnelles)	1 192	728	1 156	644	776	4 496
• Étudiants détenant une bourse d'étude universitaire UNRWA	187	203	158	42	156	746
• Personnel d'UNRWA	6 107	4 923	3 157	2 469	2 708	19 786



Les accords de paix...

(suite de la page 5)

Difficultés d'application

Prévue pour le 13 octobre 1993, l'entrée en vigueur des accords a été retardée à cause d'un différend entre les deux parties concernant plusieurs points, tels la superficie des zones autonomes, le redéploiement de l'armée israélienne, le nombre des policiers palestiniens devant assurer l'ordre, le contrôle sur les points de passage aux zones autonomes, la sécurité des colons juifs en Cisjordanie et à Gaza, etc.

Ce n'est qu'au printemps 94, et suite à un nouvel accord signé au Caire le 5 mai, que l'application des accords d'Oslo s'est concrétisée.



La mosquée d'Hébron où a eu lieu l'attentat meurtrier de février 1994.

Un Conseil palestinien autonome est alors constitué sous la présidence de Yasser Arafat, chef de l'OLP. Composé de 25 membres, appelés "ministres", le

l'autorité palestinienne sur l'ensemble des territoires occupés en 1967. Mais déjà, un ministère palestinien, celui du « gouvernement local », à qui on a confié la tâche d'organiser les élections, a mis sur pied une commission électorale palestinienne chargée d'élaborer une loi électorale et de former des Palestiniens pour gérer et surveiller la tenue des élections.

Un accord économique

Parallèlement aux accords politiques signés à Washington et au Caire, un accord économique a été signé par Israël et l'OLP à Paris le 29 avril 1994. Soulignant l'importance de l'économie dans leurs relations bilatérales, ce « protocole sur les relations israélo-palestiniennes » prévoit la création d'un comité économique conjoint chargé

de la coordination des liens économiques dans les domaines d'intérêt commun: la main-d'oeuvre, l'agriculture, l'industrie, le tourisme, les assurances, la taxation directe et indirecte, les finances et l'import-export.

Les Palestiniens et l'Accord

Au cours des années, un consensus s'est dégagé chez les Palestiniens en faveur d'un règlement pacifique du conflit israélo-palestinien, basé sur un compromis territorial.

Néanmoins, l'accord de principe ne reçoit pas l'unanimité dans l'opinion publique palestinienne. Supporteurs et

2-Il met fin également au processus de confiscation d'autres terres palestiniennes et d'établissement de nouvelles colonies israéliennes en Cisjordanie et Gaza.

3-Le rapport de force actuel penche nettement en faveur d'Israël. Dans de telles conditions, on ne peut pas avoir plus que ce que l'on a obtenu et n'importe quel gain constitue un net avantage par rapport à la situation actuelle.

4-Le plus important, c'est qu'il permet pour la première fois aux Palestiniens de prendre en main leur destinée et de façonner leur avenir.

Les contre

Si l'on exclut l'extrême gauche et le groupe religieux Hamas, qui qualifient l'accord de « catastrophe pour la cause palestinienne et l'abandon de la Palestine », l'opposition palestinienne à l'accord met l'accent sur les points suivants:

1- En négociant seul et en dehors du cadre des pourparlers de paix qui se déroulaient à Washington entre délégations israélienne et arabes, Yasser Arafat s'est mis dans une position de faiblesse. Non seulement il n'a pu obtenir le minimum des revendications historiques palestiniennes, mais aussi, il s'est vu forcé de faire continuellement de nouvelles concessions;

2- Trois questions fondamentales ont été laissées de côté. D'abord, les réfugiés palestiniens de 1948, au nombre de deux millions et demi, vont-ils avoir le droit de retourner? Les colonies israéliennes établies sur des terres palestiniennes seront-elles démantelées? Mais surtout, Jérusalem-Est, annexée

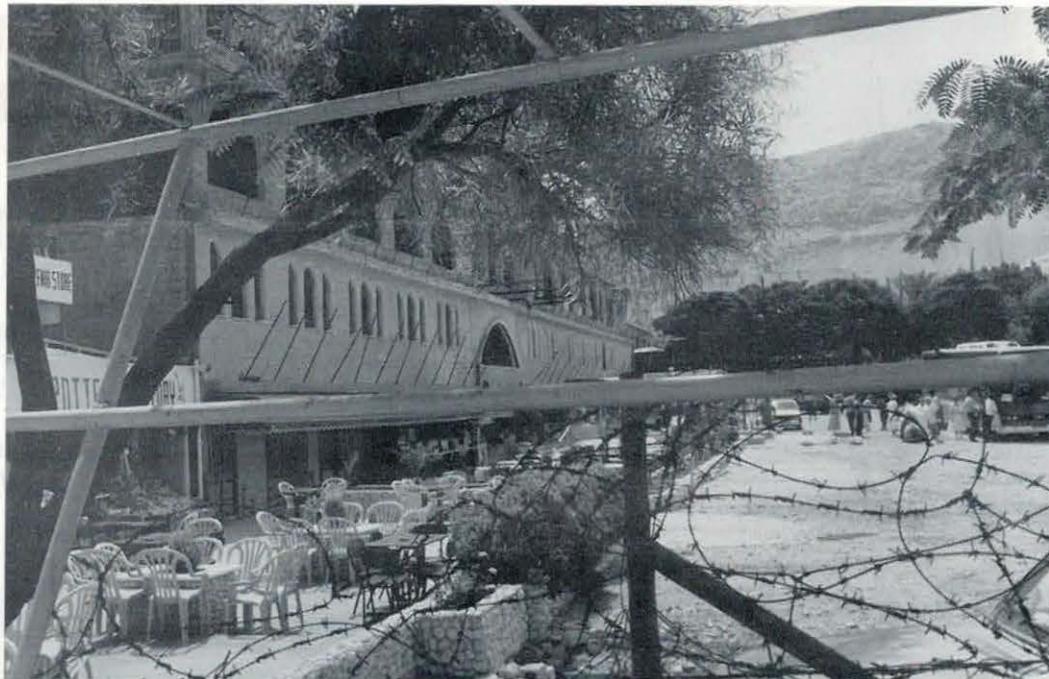


L'instrument d'une stratégie inquiétante

(suite de la page 16)

c'est-à-dire leur découpage en quatre larges municipalités autour des villes de Naplouse, Ramallah, Hébron et Gaza. Quatre municipalités vaguement autonomes, chacune entourée des forteresses que constituent déjà les colonies militarisées.

Est-il utile d'insister sur la nécessité, pour la communauté internationale et pour toutes celles et tous ceux qui croient en la justice, d'offrir tout leur appui au peuple palestinien dans ce processus devant mener à la paix? Rien n'est encore gagné !



Verront-ils un jour disparaître ces barbelés, qu'ils soient à Jéricho, à Tulkarem ou à Ramallah ?

Un peu d'histoire

29 novembre 1947 : L'Assemblée générale de l'ONU adopte le plan de partage de la Palestine.

14 mai 1948 : Proclamation de la naissance de l'État d'Israël. Début de la première guerre israélo-arabe.

24 avril 1950 : Annexion de la Cisjordanie par le roi Abdallah de Jordanie. L'Égypte contrôle la Bande de Gaza.

Octobre 1959 : Premier congrès du Fatah (Mouvement de libération nationale), l'organisation de M. Yasser Arafat.

29 mai 1964 : Création à Jérusalem de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

1^{er} janvier 1965 : Première action militaire du Fatah contre Israël.

5 juin 1967 : Israël attaque l'Égypte. Début de la guerre de Six jours qui aboutit à l'occupation du Sinaï, du Golan, de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est.

1^{er} au 4 février 1969 : Réunion du cinquième Conseil national palestinien; M. Yasser Arafat devient président du comité exécutif de l'OLP.

6 octobre 1973 : Offensive des troupes égyptiennes et syriennes contre Israël. Début de la guerre d'octobre, dite aussi guerre du Kippour.

1^{er}-9 juin 1974 : Douzième Conseil national palestinien. L'OLP accepte l'idée d'une entité palestinienne sur "toute partie libérée du territoire".

13 novembre 1974 : Discours de M. Yasser Arafat devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

17 mai 1977 : Victoire de la droite et de M. Menahem Begin en Israël, qui met fin à la longue domination travailliste.

17 septembre 1978 : Signature des accords de Camp David entre l'Égypte, Israël et les États-Unis.

26 mars 1979 : Traité de paix entre l'Égypte et Israël.

6 juin 1982 : Début de l'invasion israélienne du Liban. Le siège de Beyrouth commence quelques jours plus tard.

21 août 1982 : L'OLP commence l'évacuation de Beyrouth.

9 décembre 1987 : Début de l'Intifada à Gaza; elle s'étend rapidement en Cisjordanie.

31 juillet 1988 : Le roi Hussein de Jordanie annonce qu'il rompt les "liens légaux et administratifs" entre son pays et la Cisjordanie.

15 novembre 1988 : L'OLP proclame l'État de Palestine. Quelques semaines plus tard, M. Arafat reconnaît explicitement le droit à l'existence de l'État d'Israël et condamne à nouveau le terrorisme.

30 octobre 1991 : Ouverture de la conférence de Madrid présidée par MM. George Bush et Mikhaïl Gorbatchev, suivie le 3 novembre des premières négociations bilatérales entre Israël et ses voisins arabes, y compris palestiniens.

23 juin 1992 : Victoire du Parti travailliste aux élections législatives en Israël.

9-10 septembre 1993 : Israël et l'OLP se reconnaissent mutuellement.

13 septembre 1993 : Signature par l'OLP et le gouvernement israélien, en présence de MM. Itzhak Rabin et Yasser Arafat, de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'"autogouvernement".

Juin 1994 : Début du déploiement de la police palestinienne dans les zones autonomes. Entrée triomphale de M. Arafat à Gaza.

29 août 1994 : Transfert de l'éducation sous l'autorité palestinienne, devenant ainsi le premier domaine sur lequel les Palestiniens exerceront un contrôle indépendant.

Palestine

Le peuple palestinien a besoin de notre solidarité

Les stages du CISO ne se réduisent pas à de simples voyages touristiques. Outre le fait que le séjour permet peu de divertissement aux stagiaires, ceux-ci et celles-ci doivent s'engager, au retour, à maintenir les liens de solidarité qu'ils ont créés lors de leur voyage. Le stage en Palestine ne fait pas exception à la règle. Aussi, dans toute la mesure de nos moyens, nous nous sommes engagées aux actions suivantes :

- diffuser le plus largement possible l'information que nous avons recueillie;
- faire campagne auprès du gouvernement canadien afin qu'il appuie davantage le gouvernement palestinien;
- participer à une campagne internationale sur Jérusalem-Est qui doit être lancée en novembre;
- organiser une tournée d'information au Québec avec un militant palestinien;
- lancer une campagne de cueillette d'outils scolaires pour les jeunes Palestiniens;
- subvenir à quelques-uns des besoins multiples en équipement médical.



La délégation québécoise. Entourant le président Arafat, de g. à dr., rangée du haut: Michèle Bachand (CCM-CSN), Clotilde Bertrand (CISO), Edmond Omran (Aide médicale à la Palestine). Rangée du bas: Louise Brisson (CCM-CSN), Mireille Falardeau (S.E. du Nord de la Capitale), Louise Pettigrew (CEQ), Marie-Thérèse Rancourt (Comité de soli-